

**Nations unies - Yémen -
Intervention du représentant
permanent de la France auprès des
Nations unies - Conseil de sécurité**
(New York, 27 février 2018)

Monsieur le Président,

Au nom de la France, je tiens d'abord à remercier chaleureusement l'envoyé spécial du Secrétaire général sur le Yémen, Cheikh Ahmed, pour son excellente présentation mais aussi pour son remarquable travail, son engagement exemplaire et ses efforts inlassables dans le contexte difficile que nous connaissons, et au péril de sa propre vie. Je voudrais lui exprimer toute l'estime et la profonde gratitude de mon pays.

Je remercie également John Ging pour son exposé, qui a démontré une fois encore l'extrême gravité de la situation.

J'insisterai aujourd'hui sur quatre éléments principaux : la situation de blocage politique et l'enlèvement sécuritaire que connaît le Yémen ; la dégradation continue de la situation humanitaire ; l'impact régional de la crise ; et la nécessité de relancer d'urgence le processus politique.

1/ La situation au Yémen, Monsieur le Président, s'est à nouveau complexifiée ces dernières semaines. Après l'assassinat de l'ancien président Saleh, une coalition de groupes sudistes opposés au président Hadi a pris le contrôle de la plus grande partie de la ville d'Aden, où était installé le gouvernement. Ce récent développement éloigne la perspective d'une issue politique et ne doit pas remettre en cause l'intégrité territoriale du Yémen, à laquelle nous sommes profondément attachés.

Plusieurs conflits sont imbriqués, entre le gouvernement du président Hadi et les Houthis, entre les Houthis et la coalition arabe, entre les partisans de l'ancien président Saleh et les Houthis, et à présent entre les sudistes et le gouvernement. Je n'oublie pas la présence active des groupes liés à al-Qaïda ou à Daech, qui sont les principaux bénéficiaires du chaos ambiant.

Monsieur le Président,

2/ Les premières victimes de ces nombreux conflits sont les civils. Le peuple yéménite fait face à un désastre humanitaire. Aujourd'hui, les trois quarts des Yéménites ont besoin d'assistance ; plus de deux millions d'entre eux sont déplacés ; près de 18 millions sont en situation d'insécurité alimentaire et risquent la famine. Les biens de première nécessité

manquent et le risque sanitaire reste élevé, y compris celui d'épidémies de diphtérie et de choléra, alors même que les infrastructures médicales sont sévèrement touchées.

Notre priorité doit donc être de répondre à cette crise, parmi les plus graves du monde, en assurant un accès humanitaire complet, sûr et sans entrave aux populations affectées dans l'ensemble des gouvernorats du Yémen. Cet accès doit être garanti de manière pérenne.

Le plan humanitaire de la coalition constitue une étape encourageante, qui doit être saluée. Il est essentiel, pour garantir son efficacité, que ce plan soit mis en place en pleine coordination avec les Nations unies et les ONG. L'aide financière à la Banque centrale yéménite va également dans le bon sens, compte tenu des difficultés économiques qui viennent d'être évoquées.

Il est essentiel que les biens humanitaires et commerciaux puissent transiter par tous les ports, y compris ceux d'Hodeïda et de Saleef, et tous les aéroports, notamment celui de Sanaa. La levée du blocus doit être reconduite sans ambiguïté, pour une période permettant une plus grande prévisibilité aux acteurs humanitaires et commerciaux. Le travail d'inspection effectué par l'UNVIM pour s'assurer que les cargaisons entrant au Yémen ne contiennent pas de biens en violation de l'embargo est essentiel de ce point de vue. Nous continuerons à condamner avec fermeté toute tentative de détournement de l'aide humanitaire.

Enfin, les attaques indiscriminées contre les civils doivent cesser et le droit international humanitaire être pleinement respecté.

3/ Cette crise a également un impact sur la sécurité de la région. Nous sommes préoccupés par le risque de dégradation de la sécurité et de la stabilité régionales.

Nous avons voté hier un renouvellement technique du régime de sanctions, qui permet au panel d'experts de poursuivre son travail, ce qui est important. Nous regrettons toutefois que ce Conseil n'ait pas réussi à s'entendre sur le premier projet mis au vote. Nous avons déjà dit notre préoccupation face aux conclusions du rapport du Panel d'expert sur le Yémen publié le 15 février et condamné à plusieurs reprises les tirs de missiles balistiques effectués par les Houthis, en particulier contre l'Arabie saoudite.

Comme nous l'avons dit hier, la France continuera d'être mobilisée sur la question des transferts de technologies et biens balistiques dans la région dans les mois à venir. C'est un sujet que le ministre de l'Europe et des affaires étrangères, M. Jean-Yves Le Drian, abordera à Téhéran à l'occasion de son déplacement le 5 mars.

4/ Dans ce contexte critique, Monsieur le Président, les exigences de la France sont claires : un cessez-le-feu et un accès humanitaire sûr, complet et sans entrave. Ce n'est d'ailleurs pas une option, mais une obligation du droit international, qui s'impose à toutes les parties. Nous le faisons valoir auprès de l'ensemble des parties au conflit.

Plus le conflit s'enlise, plus il apparait évident qu'il n'y a pas de solution militaire au Yémen. La nomination du nouvel envoyé spécial du SGNU, Martin Griffiths, donne l'opportunité à toutes les parties de se réengager sérieusement sans préconditions dans les négociations. Nous devons par ailleurs continuer à faire passer aux acteurs régionaux un message clair sur la nécessité de jouer un rôle responsable et constructif au Yémen. C'est un point essentiel.

Notre objectif à tous doit rester de parvenir à une cessation durable des hostilités et d'encourager les parties à renouer le dialogue en vue d'un accord politique global et inclusif, dans le respect de l'intégrité territoriale du pays.

C'est pourquoi - et je conclurai par cela -, nous espérons que la relance du processus politique permette de sortir de cette impasse catastrophique. Prenons garde, dans ce contexte, à tout ferment de divisions entre nous qui pourrait être lourd de conséquences. L'unité et l'engagement du Conseil de sécurité sur ce dossier sont une condition pour parvenir à cette relance nécessaire du processus politique. La France continuera à ne ménager aucun effort en ce sens.

Je vous remercie./.